

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCILCONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIALUNRESTRICTED
E/CN.4/23/ADD.1
8 December 1947
FRENCH
Original: ENGLISHCOMMISSION DES DROITS DE L'HOMMEDEUXIEME SESSIONACTES ET DEBATS SUR LES DROITS SYNDICAUX (LIBERTE
D'ASSOCIATION) DE LA DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE

MEMORANDUM DE LA DIVISION DES DROITS DE L'HOMME

I.

1. Le document E/CN.4/31, publié le 12 novembre 1947, décrit sous une forme résumée la tâche qui incombe à la Commission des Droits de l'homme dans le domaine des droits syndicaux (liberté d'association) et comprend, entre autres, un rapport sur les délibérations des quatrième et cinquième sessions du Conseil Economique et Social, et de la Troisième commission de la Deuxième Assemblée générale ordinaire (1947). Depuis la publication de ce document, l'Assemblée générale, en diverses séances plénières, a discuté et voté une résolution à ce sujet. On trouvera dans le présent document un résumé des délibérations qui ont eu lieu dans les séances plénières de l'Assemblée générale.
2. La Commission des Droits de l'homme voudra bien se rappeler que des memoranda présentés par la Fédération Syndicale Mondiale et par l'American Federation of Labor ont été transmis à l'Organisation Internationale du Travail et à la Commission elle-même, à cette dernière notamment pour qu'elle puisse examiner les aspects des droits syndicaux qui pourraient trouver place dans une Charte ou une Déclaration des Droits de l'homme. (Résolution du Conseil Economique et Social du 24 mars 1947 (No. 52 IV); Annexe A du document E/CN.4/31).
3. Par sa résolution du 8 août 1947 (No. 84 (V); Annexe B du document E/CN.4/31), le Conseil Economique et Social a notamment pris acte du rapport de l'Organisation Internationale du Travail sur ce sujet et a décidé de souscrire aux principes affirmés par la Conférence Internationale du Travail, et de demander à l'Organisation Internationale du Travail de poursuivre ses efforts en vue de l'adoption rapide d'une ou de plusieurs Conventions internationales. Le Conseil Economique et Social a également déclaré qu'il s'attendait à recevoir d'autres rapports sur le même sujet de la part de l'Organisation Internationale du Travail, ainsi qu'un rapport qui devra ultérieurement lui parvenir de la Commission des Droits de l'homme sur les aspects des droits syndicaux qui pourraient trouver place dans une Charte ou une Déclaration des Droits de l'homme.
4. De par la résolution adoptée par l'Assemblée générale, qui est reproduite in extenso à la fin du présent document, la Commission des Droits de l'homme pourra constater que l'Assemblée générale a

approuvé les deux résolutions du Conseil Economique et Social (No. 52 et 84) et qu'elle a déclaré faire siens les principes affirmés par la Conférence Internationale du Travail en matière de droits syndicaux (liberté d'association).

II.

5. Le rapport de la Troisième Commission de l'Assemblée générale (voir Annexe C du document E/CN.4/31) a été discuté par l'Assemblée générale au cours de ses 115^e, 116^e et 117^e séances plénières, tenues les 15 et 17 novembre 1947. Au cours de ces séances, les délégations de la Tchécoslovaquie, de l'Inde, de l'Argentine et du Royaume-Uni ont soumis des propositions d'amendement relatives à la résolution présentée par le Troisième Comité de l'Assemblée. La délégation de l'Inde, qui avait soumis un amendement en faveur de la suppression de toute discrimination raciale dans la constitution et le fonctionnement des syndicats, a par la suite retiré l'amendement proposé.

6. La délégation tchécoslovaque a proposé un amendement destiné à remplacer les paragraphes 4, 5, 6, 7 et 8 du projet de résolution par un texte recommandant que le Conseil Economique et Social examine la demande qui lui avait été primitivement présentée par la Fédération Syndicale Mondiale, et qu'il prenne ensuite une décision définitive. Les défenseurs de cette proposition d'amendement étaient d'avis que le memorandum et le projet de résolution soumis par la Fédération Syndicale Mondiale le 26 février 1947 n'avaient pas encore fait l'objet d'un examen par le Conseil Economique et Social auquel ces documents avaient été présentés. Au lieu de cela, ces documents avaient été transmis à l'Organisation Internationale du Travail et cette erreur n'avait pas été réparée, même au moment où le rapport de l'Organisation Internationale du Travail était venu devant le Conseil. Les défenseurs de cette thèse soutenaient que c'était le Conseil Economique et Social lui-même à qui l'on avait demandé d'établir sa propre résolution sur les droits syndicaux. Pareille résolution du Conseil adoptée à la demande de la Fédération Syndicale Mondiale, assurerait aux droits syndicaux dans tous les Etats Membres des assises solidement établies et la sauvegarde de ces droits relèverait ainsi des Nations Unies. Adopter la résolution présentée par la Troisième Commission reviendrait en fait à enterrer la proposition primitivement présentée par la Fédération Syndicale Mondiale. Les avocats de cette thèse soutenaient aussi que le rapport de l'Organisation Internationale du Travail, en abordant le problème d'un point de vue étroitement juridique avait mis employeurs et travailleurs sur le même plan. La proposition d'amendement tchécoslovaque signalait également que le Conseil Economique et Social avait invité l'Organisation Internationale du Travail à présenter un rapport sur le projet de résolution proposé par la FSM, mais qu'au lieu de traiter du problème de la liberté d'association et des droits syndicaux, l'OIT avait compris dans son

.....

rapport des résolutions relatives à d'autres problèmes et avait ainsi retardé et rendu plus compliqué le règlement d'un problème urgent nettement défini que la F.S.M. avait soumis au Conseil. Alors que le projet de résolution de la F.S.M. portait sur "les garanties du libre exercice et du développement des droits syndicaux", le rapport de l'O.I.T. au Conseil Economique et Social portait sur "des décisions en matière de liberté d'association". Ainsi, les "droits syndicaux" n'étaient même pas mentionnés dans le titre du rapport. De plus, de l'avis des défenseurs de l'amendement tchécoslovaque, la comparaison des deux documents faisait ressortir la différence qui existait entre les buts visés par la F.S.M., d'un côté, et les décisions de la Conférence Internationale du Travail, de l'autre. Dans son memorandum, la F.S.M. avait constaté que les syndicats, en raison de l'évolution économique et sociale, constituaient aujourd'hui un facteur important dans la vie de la société, mais que, dans de nombreux cas, ces syndicats subiraient diverses restrictions, voire des persécutions, ce qui avait des répercussions graves sur les droits des travailleurs. Aussi, la F.S.M. avait-elle proposé des mesures conçues dans un esprit de modération et destinées à faciliter le libre développement des syndicats. Le rapport de l'O.I.T. au Conseil Economique et Social procédait toutefois d'une intention toute différente, car ce rapport définit la liberté d'association comme étant l'application pratique d'un des droits de l'homme et met sur le même plan les syndicats et les organisations d'employeurs. Dans le rapport de l'O.I.T., on défendait cette thèse que les droits syndicaux ne pouvaient exister sans qu'il y eût accord entre les employeurs et les travailleurs. Ainsi le rapport, tout en prétendant être favorable aux syndicats, les livrait-il en fait à la merci des employeurs. La délégation de l'U.R.S.S. refusa de donner son appui à des déclarations sur la liberté d'association conçues en termes généraux et dépourvues de toute signification et de contribuer aussi à maintenir l'illusion que, de cette manière, on garantissait véritablement les droits syndicaux. On a également déclaré que le rejet de l'amendement de la Tchécoslovaquie par l'Assemblée générale ferait la preuve que cette Assemblée ne se souciait pas de tenir compte de l'opinion des travailleurs organisés dans le cadre de la F.S.M. sur des questions qui intéressent au premier chef la classe ouvrière.

7. Les adversaires de la proposition d'amendement de la Tchécoslovaquie insistaient sur ce fait que, par son adoption, toute la partie essentielle de la résolution élaborée par la Troisième Commission se trouverait remplacée par un autre texte. Ils soutenaient aussi que l'amendement faisait abstraction du memorandum présenté par l'American Federation of Labor, et de tout le programme de travail de l'O.I.T. déjà accompli ou prévu pour l'avenir; ils soutenaient en outre que l'amendement en question visait faire prendre par le Conseil Economique et Social une décision définitive au sujet des droits syndicaux, sans faire appel, dans ce domaine, à l'institution spécialisée avec laquelle il avait conclu un accord

de collaboration, qui était censée s'intéresser plus particulièrement à ce sujet et le connaître à fond et accorder à ces questions beaucoup plus de temps que le Conseil ne pouvait leur en réserver. L'O.I.T. était une institution spécialisée des Nations Unies qui avait pour tâche d'étudier les problèmes du travail et qui était en mesure de remplir cette tâche avec toute la compétence désirable. L'Organisation avait une tradition depuis longtemps établie, et ses travaux avaient porté leurs fruits. Constitué sous une forme tripartite, elle englobait des délégués de tous les Etats membres ayant voix délibérative ces délégués représentant non seulement des gouvernements, mais encore les employeurs et les travailleurs. Les représentants des grands syndicats du monde entier faisaient partie de l'O.I.T. Les adversaires de la proposition tchécoslovaque soutenaient que, pour l'essentiel, elle n'ajoutait rien, quant au fond, à la résolution de la Troisième Commission, mais en retranchait plutôt, puisqu'elle en écartait certaines parties, et avait tendance à mettre en doute la valeur du travail accompli dans ce domaine par le Conseil Economique et Social. De plus, la proposition d'amendement était superflue parce que la demande de la F.S.M. avait été déférée à l'O.I.T. par le Conseil Economique et Social, et que l'O.I.T. en avait discuté avec les représentants de la F.S.M. L'adoption de la proposition tchécoslovaque ajouterait de nouveaux chevauchements dans le travail et agirait à l'encontre de cette collaboration avec les institutions spécialisées que les diverses délégations s'étaient tout particulièrement employées à créer au cours de la présente session de l'Assemblée générale. Par ailleurs, rien ne paraissait justifier cette impression que le Conseil Economique et Social n'examinerait pas le prochain rapport de l'O.I.T., lorsqu'il s'agirait d'arriver à une décision définitive. Les adversaires de la proposition tchécoslovaque soutenaient qu'il importait davantage d'inscrire les principes fondamentaux de la liberté d'association dans une Convention internationale.

8. L'Assemblée générale a repoussé la proposition d'amendement tchécoslovaque par 42 voix contre 6, avec 4 abstentions.

9. La délégation de l'Argentine, en présentant son amendement, qui avait été repoussé à la Troisième Commission de l'Assemblée, soutenait qu'en énonçant les droits affirmés dans la Déclaration de Philadelphie, les Nations Unies donneraient à ces droits leur consécration. Pour les travailleurs du monde entier, l'enjeu de la lutte deviendrait ainsi évident. De plus, si la résolution devait comporter une allusion à l'alinéa (a) de la Déclaration de Philadelphie, cela correspondrait aux vœux des délégations qui tenaient à y ajouter une disposition destinée à assurer la suppression de toute discrimination raciale dans le domaine des droits syndicaux.

10. Parmi d'autres délégations, celle de l'U.R.S.S. s'est opposée à l'amendement de l'Argentine, en

.....

soutenant que cette proposition omettait de mentionner de nombreux principes importants parmi les droits dont l'énumération était envisagée. La délégation du Royaume-Uni a proposé de joindre l'amendement de l'Argentine en tant qu'annexe à la résolution présentée par la Troisième Commission, ceci en raison du fait que cet amendement introduisait dans le texte une conception étrangère à la résolution principale et sans rapports directs avec elle. Ce que les travailleurs désiraient, ce n'étaient pas des phrases grandiloquentes, mais des engagements concrets pris par les gouvernements dans des domaines nettement déterminés, et l'O.I.T. se proposait en effet d'appliquer ces mesures concrètes.

11. L'Assemblée générale a adopté la proposition du Royaume-Uni par 20 voix contre 17, avec 14 abstentions. La proposition de l'Argentine modifiée dans le sens indiqué, a été adoptée par 36 voix contre 7, avec 7 abstentions.

12. La résolution adoptée par l'Assemblée générale au cours de sa 117ème séance plénière, tenue le 17 novembre 1947, approuve les mesures prises par le Conseil économique et social dans le domaine des droits syndicaux (liberté d'association), et fait siens les principes affirmés par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 30ème session, de même que les principes inscrits dans la Constitution de l'O.I.T. et dans la Déclaration de Philadelphie. La résolution prévoit la transmission du rapport de l'O.I.T. à la Commission des Droits de l'homme afin que celle-ci examine les aspects des droits syndicaux qui pourraient trouver place dans une Charte ou dans une Déclaration des Droits de l'homme. Finalement, la résolution recommande à l'O.I.T. en tant qu'organisme tripartite, de poursuivre rapidement, en collaboration avec les Nations Unies et conformément à la résolution de la Conférence internationale du Travail, l'étude des mesures de surveillance nécessaires en vue d'assurer l'application rapide des principes adoptés par l'O.I.T.. Dans une annexe jointe à cette résolution, se trouvent reproduits les principes affirmés dans la Déclaration de Philadelphie.

Le texte de la résolution est le suivant :

"L'ASSEMBLEE GENERALE

PRENANT ACTE de la résolution 52 (IV) du Conseil économique et social adoptée au cours de sa quatrième session, par laquelle il a été décidé de transmettre les points de vue de la Fédération syndicale mondiale et de l'American Federation of Labour sur "les garanties d'exercice et de développement du droit syndical" à la Commission des Droits de l'homme, "pour qu'elle étudie les aspects qui pourraient trouver place dans la Déclaration des Droits de l'homme",

PRENANT ACTE également de la résolution 84 (V) du dit Conseil, adoptée au cours de sa cinquième session, par laquelle il a été décidé de transmettre à l'Assemblée générale des Nations Unies le rapport de l'Organisation internationale du Travail intitulé "Décisions relatives à la liberté d'association adoptées à l'unanimité par la trentième session de la Conférence internationale du Travail du 11 juillet 1947", de reconnaître les principes énoncés par la Conférence internationale du Travail et d'inviter l'Organisation internationale du Travail à poursuivre cet effort afin qu'il soit possible d'adopter une ou plusieurs conventions internationales,

APPROUVE les deux résolutions;

CONSIDERE que la liberté syndicale d'association, droit inaliénable, est, ainsi que d'autres garanties sociales, essentielle à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et à leur bien-être économique;

DECLARE qu'elle fait siens les principes énoncés par la Conférence internationale du Travail en ce qui concerne les droits syndicaux ainsi que les autres principes dont l'importance pour le monde du travail a déjà été reconnue et qui sont mentionnés dans la Constitution du Bureau international du Travail et dans la Déclaration de Philadelphie;

DECIDE de transmettre le rapport de l'Organisation internationale du Travail à la Commission des Droits de l'homme aux mêmes fins que celles exprimées par la Résolution 52 (IV) du Conseil économique et social; et

RECOMMANDE à l'Organisation internationale du Travail sur sa base tripartite, de poursuivre d'urgence, en collaboration avec les Nations Unies et conformément à la Résolution de la Conférence internationale du Travail relative aux dispositions à prendre sur le plan international pour assurer les droits syndicaux et la liberté d'association l'étude du contrôle de leur application pratique."

ANNEXE

"(a) Le plein emploi et l'amélioration des conditions de vie;

(b) L'emploi des travailleurs à des tâches qui leur assurent la satisfaction de pouvoir donner toute la mesure de leurs connaissances et de leur savoir-faire professionnels et de pouvoir contribuer au plus haut degré au bien-être général;

(c) L'adoption, en vue d'atteindre ce but, et sous réserve de garanties adéquates pour toutes les parties intéressées, de mesures destinées à faciliter la formation et le transfert de la main-d'oeuvre, notamment à faciliter l'émigration ayant pour objet la recherche d'un emploi et l'installation des immigrants;

(d) Un régime de salaires, rémunérations, heures de travail et autres conditions de travail conçu pour assurer à tous une juste part des fruits du progrès, et un régime de salaire minimum à tous les travailleurs qui ont besoin de voir leurs moyens de subsistance ainsi protégés;

(e) La reconnaissance effective du droit aux contrats collectifs, la collaboration des chefs d'entreprises et des travailleurs en vue de l'amélioration constante du rendement productif, et la collaboration des travailleurs et employeurs en vue de l'élaboration et de l'application de mesures économiques et sociales;

- (f) Le développement des mesures de sécurité sociale en vue d'assurer à tous ceux qui en ont besoin un revenu de base, et des soins médicaux complets;
- (g) Une protection suffisante de la sécurité et de la santé des travailleurs dans toutes les professions;
- (h) Des dispositions relatives à la protection de l'enfance et de la maternité;
- (i) Des mesures destinées à assurer aux travailleurs une alimentation et un logement suffisants et des possibilités de récréation et de développement culturel;
- (j) L'égalité des chances dans le domaine de l'instruction générale et professionnelle."